

ANALYSE DU DÉBUT DE LA CRISE DE 2002

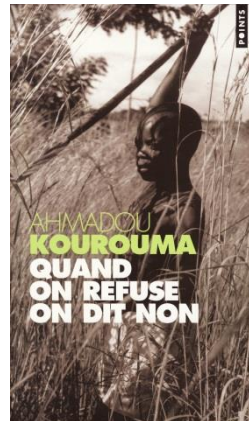
Par **Ahmadou Kourouma**

QUAND ON REFUSE ON DIT NON pp. 126-132

©Éditions du Seuil, 2004

[roman inachevé à la mort de l'auteur en décembre 2003]

L'auteur se place dans le "semblant de calme" qui suit le forum de réconciliation nationale qui eut lieu à la suite de l'élection de Laurent Gbagbo en 2000.



[...]

C'est dans ce semblant de calme que fut annoncé l'assassinat de Balla Keita à Ouagadougou au Burkina. Cet assassinat, vraisemblablement perpétré par les services secrets ivoiriens, allait être le signal du complot du 19 septembre.

Balla Keita avait échappé de justesse au lynchage au cours du processus électoral qui s'était achevé par l'élection de Gbagbo à la présidence. Il avait été hospitalisé à la clinique Sainte-Marie à Abidjan. Dès sa sortie de clinique, il avait embarqué pour la Suisse où il avait terminé sa convalescence. De Suisse, au lieu de rentrer en Côte-d'Ivoire, il s'était exilé à Ouagadougou au Burkina. En son absence de Côte-d'Ivoire, le général Gueï avait reconstitué son parti, l'UDR. Gueï s'était fait nommer secrétaire général et avait fait désigner Balla Keita comme son adjoint. Que manigançait Balla Keita à Ouagadougou ? Qu'avait su le pouvoir d'Abidjan, jusqu'à lancer des tueurs à ses trousses ?

L'assassinat de Balla Keita par les services secrets fut confirmé par la famille lors de l'enterrement de l'homme politique. Cette famille fit retourner à l'envoyeur la participation aux frais de funérailles généreusement adressée par la présidence. Ce retour du chèque à l'envoyeur révéla que le paiement avait été effectué par un chèque signé de Mme Gbagbo sur le compte des Aides aux sidéens de la Côte-d'Ivoire. De toute sa vie, Balla ne s'était jamais préoccupé ni de loin ni de près du sida et des sidéens...

Quelles qu'aient pu être les raisons de l'assassinat de Balla Keita, celui-ci fut le prélude aux événements du 19 septembre.

Une semaine après l'assassinat, Gbagbo entreprenait une visite d'État en Italie. Dans la nuit du 19 au 20 septembre 2002, des commandos lourdement armés attaquèrent Abidjan. Les objectifs des commandos étaient l'état-major de la gendarmerie d'Agban, l'école de police, la gendarmerie de Yopougon et la résidence du ministre de l'Intérieur Boga Doudou. Boga Doudou était un ami personnel de Gbagbo auquel le président confiait tous les pouvoirs quand il se déplaçait à l'extérieur. Sa résidence fut saccagée. Le ministre, sa femme et tous ceux qui vivaient dans les villas furent sauvagement massacrés.

QUAND ON REFUSE ON DIT NON – Ahmadou Kourouma ©Éditions du Seuil, 2004, pp. 126-132

Qui étaient les assaillants ? Les sous-officiers, officiers et hommes de troupe du Nord qui avaient été à la base de tous les complots qui étaient intervenus en Côte-d'Ivoire depuis Noël 1999. Ces militaires, après l'échec de chaque conspiration, se réfugiaient au Burkina ou au Mali. Au Mali et au Burkina, ils continuèrent à comploter. Balla Keita était probablement un des coordinateurs de la conjuration. Ce serait là la raison de son assassinat par les services secrets ivoiriens. Ces services secrets s'attendaient donc à une attaque imminente des partisans du défunt Balla. Pourquoi, dans cette situation incertaine, Gbagbo entreprit-il son voyage en Italie ?

Des observateurs expliquent qu'il y aurait eu, en fait, plus d'un complot dans la nuit du 19 septembre 2002 en Côte-d'Ivoire. Un complot auquel se serait attendu le président Gbagbo, voire qu'il aurait fomenté lui-même, qu'il aurait du moins souhaité voir se produire pendant son absence d'Abidjan... et un deuxième, qui fut une vraie surprise pour lui.

Le premier était organisé par les loyalistes pour se débarrasser des officiers et sous-officiers traîtres des Forces armées nationales de Côte-d'Ivoire (FANCI) ... et le second un contre-complot de ceux qu'on appellerait les rebelles. Il ne semblerait pas que le ministre Boga Doudou ait été tué par les balles des rebelles.

Des analyses balistiques en feraient fait foi.

Une question restait en suspens : d'où les rebelles tenaient ils leurs armes ? Des rebelles aussi bien, voire mieux équipés que l'armée officielle, les FANCI.

Les rebelles et leurs partisans prétendirent avoir récupéré tout leur armement à Bouaké, deuxième point d'appui et place forte de la Côte-d'Ivoire. C'est après avoir pris Bouaké qu'ils auraient acquis tout leur armement. Bouaké avait été investi grâce à la complicité des officiers de la garnison. C'était en partie vrai. Mais on avait aussi récupéré, sur les combattants laissés morts sur le terrain du côté des rebelles, des armes que les FANCI n'avaient jamais eues dans leur arsenal. De sorte que la question restait entière. Qui avait armé les rebelles ? On cita plusieurs noms. En premier lieu, Compaoré, le président du Burkina. Ensuite, pêle-mêle : Taylor, le président du Liberia, Kadhafi, le président de la Libye, Bongo, le président du Gabon. . . et Ouattara, l'opposant au régime de Gbagbo. Il se pourrait bien que tous les noms cités aient eu leur part au surarmement des rebelles qui avaient attaqué le 19 septembre.

Le 20 septembre au matin, les forces loyalistes se mirent à la recherche des rebelles qui les avaient attaqués dans la nuit. Rien ! Rien dans les concessions ! Rien dans les villas fouillées et refouillées !

Rien dans les jardins ! Rien dans les forêts environnantes d'Abidjan ! Absolument rien en fait de combattants, rien en fait d'armement ! Les combattants s'étaient évanouis dans la population cosmopolite d'Abidjan. Et cette disparition des combattants rebelles le 20 septembre aurait des conséquences incalculables. Elle serait à la base de l'apparition des escadrons de la mort dans le conflit.

En effet, quand les loyalistes constatèrent l'explicable disparition des rebelles, ils se dirent : « Les Dioulas tuent en catimini et s'évanouissent dans la nature. Procédons comme eux, tuons dans l'anonymat et disparaissions. Et, puisque les vrais combattants sont introuvables, tuons tous ceux qui les ont inspirés, tous ceux qui pensent comme eux, tous ceux qui pourraient les aider en cas de nouvelle attaque. Faisons comme au charnier de Yopougon. Ni vu, ni su. »

QUAND ON REFUSE ON DIT NON – Ahmadou Kourouma ©Éditions du Seuil, 2004, pp. 126-132

Et le groupe bété de l'entourage de Gbagbo (d'après l'enquête de l'ONU) se lança à la recherche du général Gueï. Le pauvre général n'était au courant de rien dans le complot, il n'y participait pas. Ceux qui dirigeaient la conspiration étaient de ses ennemis jurés.

Averti de leur arrivée et de leur intention, le malheureux alla se cacher à l'évêché, se plaçant sous la protection du chef de l'Église de Côte-d'Ivoire. Les tueurs arrivèrent chez lui, dans sa villa. L'Officier qui commandait le détachement de tueurs du haut d'un char d'assaut s'adressa aux militaires chargés de la sécurité du général Gueï. Il leur demanda de se rendre. Sur sa parole d'officier, il leur garantissait la vie sauve. Les gardes se laissèrent désarmer.

Ils furent massacrés comme tous les habitants de la villa, jusqu'aux enfants. Les petits-enfants et les petits-neveux de Gueï furent exterminés. Sa femme avait réussi à faire le mur grâce à une échelle. Elle n'avait pas pu enlever l'échelle. Elle s'était réfugiée dans un fossé. Un tueur monta par l'échelle et la zigouilla dans le fossé. En tout, dix-neuf tués. Il ne fallait pas laisser de témoin, il fallait tuer dans l'anonymat, en catimini, comme les Dioulas.

Les tueurs se dirigèrent ensuite vers l'évêché. Le cardinal Agré était absent, il accompagnait le président Gbagbo dans son voyage à Rome. C'est donc le vicaire qui les reçut. Il leur garantit que le général Gueï n'était pas à l'évêché. Dès leur départ, le vicaire téléphona au cardinal pour demander des instructions. Il les attendait encore quand, à sa surprise, il entendit Radio France internationale annoncer que Gueï s'était réfugié à la cathédrale. La suite ne se fit pas attendre. Les tueurs revinrent sur leurs pas, pénétrèrent de force dans la cathédrale et s'emparèrent du pauvre général.

Ils jurèrent au vicaire, sur leur parole de chrétiens, que Gueï aurait la vie sauve. À quatre kilomètres de là, près de la clinique Sainte-Marie, ils le zigouillèrent. Pas de témoin. Tuer dans l'anonymat.

Qui avait informé RFI de la présence de Gueï à l'évêché ? Le vicaire fut formel, il n'avait informé que le cardinal.

À bord d'un 4x4 sans numéro d'immatriculation, la caravane infernale se dirigea ensuite vers la résidence de Ouattara, l'opposant de toujours. Heureusement, celui-ci et sa femme avaient pu faire le mur et s'étaient réfugiés à l'Ambassade d'Allemagne, contigüe à leur domicile.

[...]